



La crise grecque menace-t-elle l'Europe ?

En encourageant le non au référendum, le Premier ministre grec Alexis Tsipras a fait un pari risqué.

PHILIPPE WOJAZER / REUTERS

PAR FRÉDÉRIC NIEL

L'Europe retient son souffle

LORS DU RÉFÉRENDUM du 5 juillet, plus de 61 % des électeurs grecs ont voté non aux réformes exigées par l'Europe. Le Premier ministre Alexis Tsipras leur a promis que cela lui permettrait d'arracher davantage de concessions à ses créanciers – institutions européennes et Fonds monétaire international (FMI). Sans pour autant sortir de l'euro : « Le mandat que vous m'avez confié n'est pas celui d'une rupture avec l'Europe », a-t-il déclaré dimanche soir. Les dirigeants de la zone euro devaient se réunir le 7 juillet pour décider des suites à donner. Ils pourraient envisager de reprendre les négociations avec la Grèce. Une reprise des discussions facilitée par la démission, le 6 juillet, de l'intransigeant ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, devenu

la bête noire des créanciers. « Cela devrait calmer le jeu, se félicite l'économiste Nicolas Bouzou, fondateur du cabinet de conseil Asterès. Comme Alexis Tsipras s'est abstenu, dimanche, de tout triomphalisme, il y a une petite chance qu'il gagne finalement son pari. » Un pari à haut risque pour la Grèce et pour l'ensemble de l'Europe.

Scénario catastrophe LES JOURS qui viennent seront cruciaux. Une nouvelle échéance financière se profile : le 20 juillet, l'État grec devra rembourser 3,5 milliards d'euros à la Banque centrale européenne (BCE), qui tient à bout de bras les banques grecques. Or l'État manque de liquidités, au point d'avoir fermé les banques le 29 juin et imposé un contrôle des capitaux. Faute de remboursement, la BCE pourrait suspendre ses versements à la Grèce, provoquant l'effondrement de son système bancaire. Selon ce scénario catastrophe, l'État, incapable d'emprunter, en serait

réduit à payer ses fonctionnaires avec des reconnaissances de dette, première étape vers un retour à la drachme. « À cause de la fermeture des banques, des entrepreneurs fonctionnent déjà avec ce système », constate l'économiste Jean-Marc Daniel. Même si la Grèce ne peut pas, légalement, être chassée de la zone euro par les autres membres, elle s'en trouverait alors, de fait, exclue. Dévaluée par rapport à l'euro, la nouvelle monnaie serait une chance pour les rares exportateurs grecs. Mais un désastre pour les importateurs et la plupart des consommateurs, confrontés à une forte inflation. « La BCE trouvera bien le moyen de reporter cette échéance, à la demande des dirigeants européens, pour gagner un peu de temps », tempère Jean-Marc Daniel.

L'Union déstabilisée UNE SORTIE de la Grèce de la zone euro créerait un précédent déstabilisant pour l'avenir de l'Europe », avertit

François Heisbourg, conseiller spécial à la Fondation pour la recherche stratégique. Aujourd'hui, la Grèce apparaît encore comme un havre de stabilité entre les Balkans, tiraillés par des tensions nationalistes – comme en Macédoine –, et un Proche-Orient partiellement à feu et à sang. Porte d'entrée de 50 000 migrants depuis le début de l'année, la Grèce aura-t-elle les moyens de contrôler leurs mouvements vers les autres pays de la zone Schengen ? Par ailleurs, la Russie « pourrait saisir la main tendue par Alexis Tsipras avant de faire des avances à certains pays d'Europe centrale pour les désolidariser de l'Union, à propos de l'Ukraine notamment », pronostique François Heisbourg.

Des chefs d'État à la hauteur ?

ALORS QUE LE PLAN d'aide européen du 25 juin proposait de prêter de l'argent à la Grèce – pour qu'elle puisse rembourser le FMI puis la BCE – en échange de nouvelles baisses des dépenses publiques et de hausses des prélèvements, la Grèce espère rééchelonner sa dette en échange de réformes structurelles (refonte fiscale, modernisation de l'État, etc.). Il faudra pour cela que les dirigeants européens mettent de côté leurs calculs électoraux à court terme. « François Hollande veut en convaincre la chancelière allemande Angela Merkel, qui craint de mécontenter ses électeurs, très remontés contre les Grecs », rappelle Xavier Timbeau de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Alexis Tsipras lui-même devra « faire preuve de courage, souligne Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques-Delors. Il est plus facile de taper sur la "méchante Europe" que de rompre avec quarante années de népotisme, de clientélisme et de corruption... Fort de sa nouvelle légitimité populaire grâce au référendum, il dépend moins de la base radicale de son parti, Syriza, et pourra accepter plus de compromis avec les créanciers ». Restera à trouver un accord qui « sauve la face » de tous les protagonistes. À suivre... ●

EXPOSITION / 27 MAI - 28 SEPTEMBRE 2015

D'OR ET D'IVOIRE

Paris, Pise, Florence, Sienne

1250-1320

LOUVRE

Lens



Données de base (Géolocalisation, Paris, France, photographie, vers 1270-1320, musée du Louvre © Musée du Louvre, Délé. Photo Grand Palais / Philippe Fassin)